

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN EN DE BEGROTING

du

van

MARDI 03 MAI 2011

DINSDAG 03 MEI 2011

Après-midi

Namiddag

La discussion des questions est ouverte à 16 h 43 par Mme Muriel Gerken, présidente.

01 Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le revenu cadastral des bâtiments publics" (n° 3643)

01.01 Hendrik Bogaert (CD&V): Au cours de la période 2007-2011, les autorités ont vendu de nombreux bâtiments publics.

Quel était le revenu cadastral de ces bâtiments au moment de la vente, selon une ventilation régionale?

01.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le revenu cadastral ne figure pas toujours dans l'acte de vente. Je ne dispose donc pas des informations demandées par M. Bogaert. Je lui transmettrai en tout cas une liste.

L'incident est clos.

02 Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "une éventuelle double rétribution des fonctionnaires détachés" (n° 3477)

02.01 Hendrik Bogaert (CD&V): Combien de fonctionnaires ont été détachés en 2007, 2008, 2009 et 2010 vers des organisations internationales ou ont été mis à la disposition d'un gouvernement étranger ou d'une autre autorité publique, en vertu d'un fondement légal autre que l'arrêté royal du 19 novembre 1998? Sous quel statut ont-ils été détachés? Combien de fonctionnaires ont pris un congé rémunéré en 2007, 2008, 2009 et 2010, répartis en fonction des quatre motifs de l'arrêté royal du 19 novembre 1998?

Combien de fonctionnaires ont été détachés et indemnisés sur la base de l'article 108 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998? Quelle était l'enveloppe totale consacrée en 2010 aux indemnités et primes? Quel est le statut des représentants auprès des pays en développement multilatéraux, du FMI et de la BCE? Quelle enveloppe totale a été consacrée en 2010 aux salaires, indemnités et primes versées par les autorités fédérales et la Banque nationale? Le secrétaire d'État envisage-t-il l'instauration d'un règlement analogue à celui mis en place par la loi portant des dispositions diverses du 29 décembre 2010? Quelles options politiques entend-il prendre?

02.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Seuls les fonctionnaires de l'administration générale de la Trésorerie et de l'administration des Questions financières internationales et européennes sont impliqués dans des organisations internationales sur une autre base que celle mentionnée aux articles 95 et suivants de l'arrêté royal du 19 novembre 1998. Ils ne sont pas en mission; ils exercent leur fonction, même si c'est auprès d'une institution internationale. De 2007 à 2010, quatre fonctionnaires se sont trouvés dans cette situation.

Au paragraphe 2 de l'article 104 de cet arrêté figure une liste des missions dont la rémunération reste exceptionnellement à charge du département. Au SPF Finances, huit fonctionnaires ont été désignés en tant qu'expert national en 2007, six en 2008, cinq en 2009 et encore cinq en 2010. Durant ces mêmes années, ce sont respectivement 28, 26, 25 et 26 fonctionnaires du SPF Finances qui ont été chargés d'une mission auprès du Fonds des rentes.

Cinq fonctionnaires reçoivent une indemnité de poste en application de l'article 108. Le montant cumulé de ces indemnités s'élevait en 2010 à 115 343,49 euros.

Les délégués auprès des institutions financières internationales conservent leur statut de départ. Le montant des rémunérations des quatre fonctionnaires en question était de 294 311 euros en 2010.

Les dispositions réglementaires relatives au congé de mission contenues dans l'arrêté royal du 19 novembre 1998 sont semblables aux dispositions de la loi portant des dispositions diverses du 19 décembre 2010. Ce congé n'est pas rémunéré: les fonctionnaires sont payés par l'institution auprès de laquelle ils accomplissent leur mission.

Dans des cas exceptionnels, la rémunération demeure à charge du département. Les règles organisant cette matière sont énoncées à l'article 104, paragraphe 2.

En tout état de cause, il n'a jamais été question de double rémunération.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Gwendolyn Rutten au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'interprétation donnée par l'administration fiscale à la notion de 'consommation sur place'" (n° 3657)

03.01 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Le 2 mai 1996, la Cour européenne de justice a rendu un jugement à propos des éléments sur la base desquels on peut déterminer si des activités de restauration doivent être considérées comme une fourniture de biens ou de services.

La Cour a décidé qu'une activité de restauration présentait les caractéristiques suivantes, dont les deux premières sont nécessaires et suffisantes et la troisième facultative. Ainsi, une activité de restauration est le résultat d'une série de services allant de la cuisson des mets à la livraison proprement dite d'un chariot et s'accompagne de la mise à la disposition du client d'une infrastructure. La présence de personnes physiques – dont l'activité professionnelle consiste à se livrer à des activités de restauration – en vue d'assurer des services constitue la condition facultative.

Pour la Cour, l'activité de restauration est caractérisée par un ensemble d'éléments et d'actes dont la fourniture d'aliments n'est qu'une composante et où les services prédominent largement. Toujours selon la Cour, il en va en revanche différemment lorsque l'opération porte sur des aliments "à emporter".

Dans un arrêt plus récent, rendu le 10 mars 2011, la Cour indique que la fourniture d'aliments prêts à la consommation immédiate dans des stands ou des véhicules de restauration ou encore dans des foyers de cinéma constitue une fourniture de biens.

J'ai connaissance du cas concret d'un contribuable qui vend des glaces aux passants dans son garage. Certains clients s'arrêtent cependant sur un des bancs disposés à l'extérieur ou s'installent à des tables ou sur des chaises se trouvant sous un auvent qui les protège du vent. L'administration fiscale estime désormais que lorsque des glaces sont vendues pour être consommées sur place, l'activité dans son ensemble doit être considérée comme un service. À cet égard, elle prend également en considération l'espace en plein air aménagé pour la consommation sur place, même si aucun service n'est prévu.

Pourquoi les dispositions de la Cour européenne de justice concernant les éléments qui déterminent si les activités d'un restaurant constituent une fourniture de biens ou de services sont-elles ignorées? Comment le contribuable, d'une part, et le service de contrôle, d'autre part, peuvent-ils vérifier le nombre de clients qui consomment effectivement sur place?

03.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Tout a été dit de manière claire et précise par Mme Rutten.

Actuellement, l'administration n'a pas encore fini d'analyser les effets de l'arrêt de la Cour de justice de

l'Union européenne du 10 mars 2010. Sitôt qu'elle aura terminé cette analyse, elle en préparera la publication.

Étant donné que Mme Rutten vise un cas concret, je l'invite à me communiquer l'identité, le numéro de TVA et l'adresse de l'intéressé afin de permettre à mon administration d'étudier ce dossier à la lumière de l'arrêt précité.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le quartier général de la police fédérale à la place Quetelet" (n° 3636)

04.01 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): La police fédérale doit quitter son quartier général de la place Quetelet à Saint-Josse-ten-Node. Ce départ offrira des possibilités de solution au problème criant de manque de place dans les écoles.

Le bâtiment restera-t-il effectivement inoccupé ou se verra-t-il attribuer une autre affectation relevant des autorités fédérales? La Régie des Bâtiments nourrit-elle des projets à cet égard? D'autres services pourraient-ils faire usage du bâtiment? La Régie est-elle disposée à examiner avec les autorités locales les possibilités de transfert, de prêt à usage ou de location?

04.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La décision de quitter le bâtiment de la place Quetelet a été prise par l'autorité de tutelle de la police fédérale. La police fédérale n'a pas encore formellement cédé l'immeuble à la Régie des Bâtiments. Dès que la cession sera effective, la Régie recherchera une autre affectation en tenant compte de l'échéance du contrat de bail au 31 mars 2017. Le préavis doit être signifié au plus tard le 1^{er} octobre 2016.

Par le passé, cet immeuble a notamment été utilisé pour l'hébergement de cabinets ministériels et cette affectation peut éventuellement être réenvisagée.

Ce bâtiment n'est occupé que par les services du Commissariat général de la police fédérale. Si la commune de Saint-Josse-ten-Node juge opportun de reprendre le contrat de bail, la Régie des Bâtiments examinera cette possibilité, moyennant l'accord du propriétaire.

04.03 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Dans le contexte des tensions communautaires, ce dossier montrerait qu'on peut parfaitement agir autrement. J'espère en tout cas que des possibilités seront examinées dans l'intérêt des autorités locales et des enfants sur place.

L'incident est clos.

05 Questions jointes de

- **M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la situation actuelle du prêt accordé au Luxembourg et relatif à Kaupthing" (n° 3597)**
- **Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le remboursement du prêt accordé au Luxembourg pour la reprise de Kaupthing Bank Luxembourg" (n° 4254)**

05.01 Jan Jambon (N-VA): Au cours de la législature précédente, un prêt de 160 millions d'euros a été accordé au Grand-Duché du Luxembourg par le biais d'un projet de loi. Un montant de 75 millions d'euros a été souscrit à cet effet à une tranche super senior du prêt New Facility et un montant de 85 millions d'euros à une tranche senior. Les conditions pour ce prêt et le remboursement devaient être fixés dans le cadre d'une convention entre les deux pays.

Quel est le contenu cette convention? Quelle est l'estimation actuelle des actifs? Quelle est la situation en France en ce qui concerne les actifs du Crédit agricole au sein de l'Union de Banques Arabes et Françaises (UBAF)? A-t-elle une incidence sur le Landbouwkrediet?

05.02 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): La Belgique a octroyé au Grand-Duché de Luxembourg un prêt de

160 millions d'euros destinés à venir en aide aux épargnants belges de la banque Kaupthing. Quel est l'état d'avancement des remboursements?

05.03 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le prêt octroyé en juillet 2009 au Grand-Duché de Luxembourg a été réparti en deux tranches. La première tranche – d'un montant de 105 millions d'euros – correspond à la moitié des *super senior notes* émises par la SARL Pillar Securitisation (SPV - *special purpose vehicle*), une entreprise luxembourgeoise de titrisation. Ces *notes* sont détenues par le Grand-Duché de Luxembourg.

La deuxième tranche – d'un montant de 55 millions d'euros – correspond à la moitié des *senior-J notes* émises par la SARL Pillar Securitisation et est également détenue par le Grand-Duché.

Les actifs de la SARL Pillar Securitisation sont des actifs toxiques dont la banque Kaupthing a été délestée. Le remboursement du capital des deux tranches suit, pour exactement la moitié, l'évolution du remboursement des *super senior notes* et des *senior J-notes*.

Une insuffisance éventuelle des actifs du SPV pourrait entraîner l'extinction définitive des droits de paiement des *notes* et de la créance. La fixation d'une date de maturité précise est donc impossible. Fin 2010, le solde impayé des emprunts avait déjà été ramené à 71 576 625 euros.

Il est très difficile de valoriser la valeur de ces actifs dans la mesure où, pour la majeure partie des composantes du portefeuille, il n'existe ni marché actif, ni marché passif.

Nous nous rendons bien compte que la situation dans les pays arabes, où l'UBAF est fortement représentée, comporte un risque élevé en matière de crédits. Toutefois, la Crédit Agricole Corporate and Investment Bank n'a qu'une participation de 47,01 % dans cet établissement bancaire. Les pertes éventuelles de l'UBAF ne mettent pas en péril le Crédit Agricole du Nord et le Crédit Agricole du Nord Est.

Je remettrai aux auteurs des questions un tableau reprenant les montants déjà remboursés par le Luxembourg. Le 17 août 2009, près de 16 millions d'euros ont été remboursés. Le 16 novembre 2009, près de 15 millions d'euros. Le 15 février 2010, près de 14 millions d'euros. Le 17 mai 2010, près de 13 millions d'euros. Le 16 août 2010, 17,5 millions d'euros. Le 15 novembre 2010, 13 millions d'euros. Le 15 février 2011, 6,7 millions d'euros. Un solde de 64 844 315,66 euros reste ouvert.

05.04 Jan Jambon (N-VA): Donc, le Crédit Agricole du Nord et le Crédit Agricole du Nord Est détiennent 47 % des actions de l'UBAF et le Crédit Agricole détient 50 % des actions de Landbouwkrediet? Comment peut-on dès lors en conclure que cet état de choses n'a aucune conséquence? Si une banque dont on détient 47 % des actions risque d'être en difficulté, cette situation est fatalement lourde de conséquences pour la société mère, non?

05.05 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Je me réjouis que des remboursements soient effectués depuis 2009. Cette année-ci, un remboursement de 50 millions d'euros a été inscrit au budget.

Fin 2011, il restera donc un montant de 14 millions d'euros qui nous serait remboursé en 2012.

05.06 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Ce sera probablement le cas, mais je ne puis le promettre.

05.07 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Début 2011, un peu plus de 6 700 000 euros nous avaient été remboursés. Cela signifie-t-il que le solde inscrit au budget correspond au montant dont on a soustrait les montants déjà remboursés?

05.08 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Une estimation a été inscrite au budget. Il nous est impossible de connaître le déroulement exact du remboursement.

Je souhaiterais préciser à M. Jambon qu'il y a une différence entre le risque du pays auprès de l'UBAF et le risque pour les crédits agricoles.

L'incident est clos.

La **présidente**: Je propose de poursuivre avec la question n° 3764 de M. Arens, la question n° 3828 de M. Dufrane, la question n° 4021 ou n° 4022 de Mme Wauters et de conclure par la question n° 4293 de M. Coëme.

06 Question de M. Josy Arens au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les suites que le gouvernement a réservées à l'arrêt du 5 octobre 2006 de la Cour de justice des Communautés européennes" (n° 3764)

06.01 Josy Arens (cdH): En exécution d'un arrêt de la Cour européenne de justice du 5 octobre 2006 rendu au sujet d'un contentieux douanier relatif à une soixantaine de dossiers concernant 112 carnets TIR non apurés, un montant de 6 153 031,13 euros a été versé en 2007 à la Commission européenne par la Belgique.

En réponse à ma question d'avril 2009, le ministre m'avait appris que la Commission avait accepté de réduire le montant dû à 969 720,44 euros et que son administration réclamait à la Trésorerie le remboursement des sommes perçues, à savoir un montant de 5 183 300,68 euros. Toujours selon le ministre, les arguments de l'organisation civilement responsable – la fédération professionnelle FEBETRA – ont été écartés dans une dizaine de jugements ou arrêts à l'avantage de votre administration. Le ministre nous indiquait également que, cependant, pour les dossiers encore pendant devant les tribunaux, l'Organisation internationale du transport routier (IRU) et la FEBETRA refusaient de payer le montant pour lequel elles s'étaient portées garantes.

Votre administration a-t-elle, à ce jour, perçu le remboursement promis de la Trésorerie européenne? Votre administration a-t-elle activé les dossiers pendants devant les tribunaux afin de recouvrer la totalité des sommes dues?

06.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): Un montant de 5 188 902,37 euros a bien été repris dans l'état comptable 58E de l'Administration des douanes et accises relatif au mois d'août 2009. La Trésorerie avait diminué ce montant du montant des ressources propres à verser à la Commission européenne pour août 2009.

L'ensemble des sommes dues a entre-temps été acquitté par FEBETRA.

Enfin, les dossiers toujours pendants sont suivis de près par les services compétents de l'Administration des douanes et accises. Ils sont suivis en l'état. La situation en affaires courantes ne permet pas au gouvernement et à l'administration de faire autre chose.

L'incident est clos.

07 Question de M. Anthony Dufrane au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la cité administrative de Charleroi" (n° 3828)

07.01 Anthony Dufrane (PS): Il me revient que le bail de la cité administrative de Charleroi arrive prochainement à échéance et qu'il n'a pas encore été renouvelé. Dès lors, je m'inquiète du sort réservé aux 500 employés travaillant dans ce bâtiment.

Où en est le renouvellement du contrat de location de ce bâtiment? Quelles sont les alternatives envisagées? Si un déménagement était à l'ordre du jour, dans quel délai serait-il effectué et à quelle distance de la cité administrative actuelle?

07.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): Le bail de ce bâtiment se termine en effet fin d'année. La Régie des Bâtiments examine différentes possibilités en fonction des besoins actualisés du SPF Finances: renouveler le bail actuel, envisager une nouvelle location ou passer un marché de promotion. Quelle que soit la piste retenue, une prolongation temporaire du bail actuel sera nécessaire.

07.03 Anthony Dufrane (PS): Qu'entendez-vous par marché de promotion?

07.04 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): C'est l'hypothèse de la construction d'un nouveau bâtiment.

Dans l'immédiat, le bail devra être prolongé mais le choix entre les trois options doit être fait rapidement pour le moyen terme.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Veerle Wouters au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur "l'obligation de déclarer les contrats d'assurance vie étrangers" (n° 4021)

08.01 Veerle Wouters (N-VA): D'après les médias, le cabinet des Finances aurait l'intention de créer un fichier de contrats d'assurance vie et d'obliger les contribuables à mentionner dans leur déclaration les contrats d'assurance vie qu'ils ont conclus à l'étranger.

Cette information est-elle exacte? Cette mesure est-elle prise dans la perspective du non-élargissement de la directive sur l'épargne aux produits de la branche 21 et de la branche 23? L'obligation annuelle de déclaration de contrats d'assurance vie concerne-t-elle toutes les assurances vie? S'appliquera-t-elle uniquement aux nouveaux contrats et est-elle déjà d'application pour la déclaration de l'impôt sur les personnes pour l'exercice 2011? L'objectif est-il de faire figurer non seulement les contrats de leasing mais aussi l'ensemble des contrats d'assurance vie dans la nouvelle banque de données de la Banque nationale?

08.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La possibilité de créer un registre d'assurances vie n'est absolument pas envisagée dans le cadre de la levée du secret bancaire mais est proposée par un groupe d'avocats-fiscalistes et d'experts du secteur bancaire, qui ont étudié à notre demande quelle forme pouvait être donnée à une nouvelle campagne de régularisation, également appelée DLU bis ou DLU ter. Ils ont constaté que les comptes bancaires sont de plus en plus fréquemment transformés en produits d'assurance vie et ce phénomène nuit à la transparence et à la régularisation.

Pour stimuler un comportement déterminé, il faut à la fois manier la carotte et le bâton, surtout en matière de lutte contre la fraude. La constitution d'un registre des assurances vie renforcerait la transparence dans le secteur, ce qui constituerait un incitant supplémentaire à la régularisation. Un tel registre aurait un impact favorable sur le secteur belge des assurances, qui souffre pour l'instant de la concurrence déloyale de pays étrangers. Ce registre devra aussi être lié à une possibilité temporaire de régulariser sa situation, de manière à éviter des effets non désirés tels qu'une fuite de capitaux supplémentaire.

En élargissant le champ d'application de la directive épargne aux assurances vie, on pourrait éventuellement atteindre le même objectif qu'avec le registre, mais il est difficile d'évaluer une telle option. Il n'est d'ailleurs pas certain que les informations qui seraient obtenues dans le cadre d'un éventuel élargissement du champ d'application de la directive rendent le registre superflu. Il faudrait voir les résultats que nous obtiendrions avec la mise en place d'éventuels échanges automatiques de données en matière d'assurance vie.

Les règles relatives à l'application du registre ne sont pas encore précisément définies, dès lors qu'il ne s'agit encore pour l'heure que d'une réflexion menée par des experts. Le sujet n'a d'ailleurs pas encore fait l'objet de discussions au sein du gouvernement, et il n'est donc encore nullement question d'introduire une telle mesure à partir de l'exercice d'imposition 2011.

La création de ce registre assurance vie constitue une des mesures d'accompagnement de la nouvelle campagne de régularisation temporaire spontanée que nous proposons, et ne participe donc nullement au contexte de la mise en place du registre des comptes bancaires. Pour l'instant, il n'est dès lors pas question de l'insertion des contrats d'assurance vie dans ce registre.

L'incident est clos.

09 Questions jointes de

- **Mme Catherine Fonck au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes**

institutionnelles sur "la nomination d'experts fiscaux au secteur taxation" (n° 4168)

- M. Guy Coëme au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la nomination d'experts fiscaux dans le secteur taxation" (n° 4293)

09.01 **Guy Coëme** (PS): Plus d'un an après la proclamation des résultats de l'examen d'expert fiscal, les lauréats attendent toujours leur nomination! Tout devait être mis en œuvre pour une régularisation au 1^{er} avril 2011. En date du 28 avril, aucune nomination n'est encore intervenue!

Pourquoi un tel retard? Allez-vous remédier rapidement à la situation?

09.02 **Bernard Clerfayt**, secrétaire d'État (*en français*): L'Administration n'a pu tenir son engagement, car l'étude approfondie des besoins fonctionnels des différents services n'a pas pu être terminée dans le délai escompté. Le ministre a fermement demandé à l'Administration de réaliser les mutations et nominations les 1^{er} et 15 juin 2011 et a insisté pour qu'elle tienne ses engagements.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 17 h 30.

De behandeling van de vragen vangt aan om 16.43 uur. De vergadering wordt voorgezeten door mevrouw Muriel Gerkens.

01 **Vraag van de heer Hendrik Bogaert aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het kadastraal inkomen van de overheidsgebouwen" (nr. 3643)**

01.01 **Hendrik Bogaert** (CD&V): In de periode 2007-2011 heeft de overheid heel wat overheidsgebouwen verkocht.

Wat was het kadastraal inkomen van die gebouwen op het moment van de verkoop, opgesplitst per Gewest?

01.02 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): Het kadastraal inkomen staat niet altijd in de verkoopsakte vermeld. Ik beschik dus niet over de informatie die de heer Bogaert vraagt. Ik overhandig hem in ieder geval wel een lijst.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van de heer Hendrik Bogaert aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de mogelijke dubbele salariering van gedetacheerde ambtenaren" (nr. 3477)**

02.01 **Hendrik Bogaert** (CD&V): Hoeveel ambtenaren werden in 2007, 2008, 2009 en 2010 gedetacheerd naar internationale organisaties of werden ter beschikking gesteld van een buitenlandse regering of andere overheid, op een andere grond dan die van het KB van 19 november 1998? Onder welk statuut werden zij gedetacheerd? Hoeveel ambtenaren namen in 2007, 2008, 2009 en 2010 betaald verlof, opgesplitst volgens de vier gronden van het KB van 19 november 1998?

Hoeveel ambtenaren werden gedetacheerd en vergoed volgens artikel 108 van het KB van 19 november 1998? Wat was de totale enveloppe in 2010 voor vergoedingen en toelagen? Onder welk statuut vallen de vertegenwoordigers bij de multilaterale ontwikkelingslanden, IMF en ECB? Wat was de totale enveloppe in 2010 voor salarissen, vergoedingen en toelagen betaald door de federale overheid en de Nationale Bank? Overweegt de staatssecretaris een soortgelijke regeling als die in de wet diverse bepalingen van 29 december 2010? Welke beleidsopties wil hij nemen?

02.02 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): Alleen de ambtenaren van de algemene administratie van de Thesaurie en de administratie Internationale en Europese Financiële Aangelegenheden vallen niet onder de artikels 95 en volgende van het KB van 19 november 1998. Zij zijn niet op opdracht, zij oefenen hun functie uit, zij het dan bij een internationale instelling. Van 2007 tot 2010 ging het om vier ambtenaren.

In artikel 104, paragraaf 2, van dit KB staat een lijst van de opdrachten waarvan de bezoldiging uitzonderlijk ten laste van het departement blijft. Bij de FOD Financiën waren in 2007 acht, in 2008 zes, in 2009 en in 2010 vijf ambtenaren aangewezen als nationaal deskundige. Voor dezelfde jaren voerden respectievelijk 28, 26, 25 en 26 ambtenaren bij de FOD Financiën een opdracht uit bij het Rentefonds.

In toepassing van artikel 108 ontvangen vijf ambtenaren een postvergoeding. De enveloppe hiervoor bedroeg 115.343,49 euro in 2010.

De vertegenwoordigers bij de internationale financiële instellingen behouden hun oorspronkelijk statuut. Het bedrag van de wedden voor de vier ambtenaren in kwestie bedroeg 294.311 euro in 2010.

De reglementaire bepalingen voor het verlof in opdracht in het KB van 19 november 1998 zijn gelijkaardig aan de bepalingen in de wet diverse bepalingen van 19 december 2010. Dit verlof is niet bezoldigd. De ambtenaren worden betaald door de instelling waar zij hun opdracht vervullen.

In uitzonderlijke gevallen blijft de bezoldiging ten laste van het departement, de regels daarvoor staan in artikel 104, paragraaf 2.

In ieder geval is er nooit sprake van een dubbele salariering.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Gwendolyn Rutten aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de interpretatie door de fiscale administratie van het begrip 'verbruik ter plaatse'" (nr. 3657)

03.01 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Het Europese Hof van Justitie heeft zich op 2 mei 1996 uitgesproken over de elementen die noodzakelijk zijn om te weten of restaurantactiviteiten moeten worden beschouwd als leveringen van goederen dan wel als dienstverrichtingen.

Het Hof bepaalt dat een restaurantactiviteit de volgende kenmerken vertoont, waarvan de eerste twee noodzakelijk en voldoende zijn en het derde facultatief is; een restaurantactiviteit is het resultaat van een reeks diensten, van het bereiden van een gerecht tot de eigenlijke levering van een rolwagentje, en gaat gepaard met het ter beschikking stellen aan de klant van een infrastructuur. De facultatieve voorwaarde is dat de natuurlijke personen die beroepsmatig restaurantactiviteiten verrichten, aanwezig zijn om hun diensten te verlenen.

Het Hof bepaalt dat de restaurantactiviteit aldus wordt gekenmerkt door een geheel van elementen en handelingen, waarvan de levering van voedsel slechts een onderdeel is en de dienstverrichtingen ruimschoots de bovenhand halen. Dat is echter niet het geval wanneer de handeling betrekking heeft op voedingsmiddelen om mee te nemen.

Er is ook nog een recenter arrest van 10 maart 2011, waarin wordt uitgelegd dat de verstrekking in snackbars, snackwagens of bioscoopfoyers van eetwaren voor onmiddellijke consumptie, een levering van goederen vormt.

Nu heb ik weet van een concreet geval waarin een belastingplichtige in zijn garage ijsjes verkoopt aan passanten. Sommige klanten gaan evenwel zitten op een van de banken buiten of aan tafeltjes of stoelen die zich onder een winddicht gemaakte luifel bevinden. De fiscale administratie vindt nu dat, wanneer ijsjes worden verkocht voor verbruik ter plaatse, de handeling voor het geheel als een dienst wordt aangemerkt. Daarmee wordt ook de open lucht bedoeld die voor het verbruik ter plaatse werd ingericht, alhoewel er geen enkele bediening is.

Waarom worden de bepalingen van het Europese Hof van Justitie inzake de elementen die bepalen of restaurantactiviteiten leveringen van goederen zijn dan wel dienstverlening, genegeerd? Hoe kan de belastingplichtige enerzijds en de controledienst anderzijds controleren hoeveel klanten effectief ter plaatse verbruiken?

03.02 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): Alles wordt klaar en duidelijk door mevrouw Rutten gezegd.

De administratie onderzoekt momenteel nog de gevolgen van het arrest van 10 maart 2010 van het Hof van Justitie van de Europese Unie. Na deze analyse zal een publicatie voorbereid worden.

Aangezien mevrouw Rutten een concreet geval beoogt, nodig ik haar uit om mij naam, btw-nummer en adres van de betrokkene mee te delen, zodat het dossier door mijn administratie kan worden onderzocht in het licht van het voornoemde arrest.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van mevrouw Meyrem Almaci aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het hoofdkwartier van de federale politie aan het Queteletplein" (nr. 3636)**

04.01 **Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen!): De federale politie zal haar hoofdkwartier aan het Queteletplein in Sint-Joost-ten-Node verlaten en dat biedt mogelijkheden voor het nijpende capaciteitstekort aan schoolgebouwen.

Zal het gebouw effectief leegstaan of wordt het nog gebruikt voor federale doeleinden? Heeft de Regie der Gebouwen plannen met het gebouw? Zijn er nog andere diensten die er gebruik van zouden maken? Is de Regie bereid om samen met de lokale overheden te bekijken of een overdracht, bruikleen of huur mogelijk is?

04.02 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): De beslissing om het gebouw aan de Queteletplaats te verlaten is een beslissing van de voogdijoverheid van de federale politie. De federale politie heeft het gebouw nog niet formeel overgedragen aan de Regie der Gebouwen. Van zodra dit gebeurt, zal de Regie een andere bestemming zoeken rekening houdend met het einde van het huurcontract op 31 maart 2017. De uiterlijke opzeg moet worden gegeven voor 1 oktober 2016.

In het verleden werd dit gebouw onder meer gebruikt voor de huisvesting van ministeriële kabinetten en dat kan eventueel opnieuw worden overwogen.

Dit gebouw wordt enkel bezet door de diensten van het Commissariaat-generaal van de federale politie. Indien de gemeente Sint-Joost-ten-Node het opportuun zou vinden om het huurcontract over te nemen, dan zal de Regie der Gebouwen deze mogelijkheid onderzoeken, mits akkoord van de eigenaar.

04.03 **Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen!): Dat laatste zou in het licht van de communautaire spanningen een mooi voorbeeld kunnen zijn van hoe het anders kan. Ik hoop in ieder geval dat er mogelijkheden worden onderzocht in het belang van de lokale overheden en van de kinderen ter plaatse.

Het incident is gesloten.

05 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Jan Jambon aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de actuele situatie van de lening aan Luxemburg betreffende Kaupthing" (nr. 3597)
- mevrouw Meyrem Almaci aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de terugbetaling van de aan Luxemburg toegekende lening voor de overname van Kaupthing Bank Luxembourg" (nr. 4254)

05.01 **Jan Jambon** (N-VA): Tijdens de vorige regeerperiode werd via een wetsontwerp een lening van 160 miljoen euro aan het Groothertogdom Luxemburg toegestaan. Daarvan werd voor 75 miljoen euro ingetekend op een super seniorschijf van de New Facility-lening en voor 85 miljoen euro op een seniorschijf. De voorwaarden voor die lening en de terugbetaling ervan zouden in een overeenkomst tussen de twee landen worden bepaald.

Wat is de inhoud van deze overeenkomst? Wat is de huidige waardering van de activa? Wat is de situatie in Frankrijk met betrekking tot de activa van Crédit Agricole binnen de Union de Banques Arabes et Françaises (UBAF)? Heeft dit een impact op het Landbouwkrediet?

05.02 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): België heeft een lening toegestaan aan het Groothertogdom Luxemburg ter waarde van 160 miljoen euro om de Belgische spaarders van de Kaupthingbank uit de nood te helpen. Wat is de stand van zaken wat betreft de terugbetaling?

05.03 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): De lening aan het Groothertogdom Luxemburg in juli 2009 was onderverdeeld in twee tranches. De eerste tranche – 105 miljoen euro – komt overeen met de helft van de super senior notes, uitgegeven door de special purpose vehicle (SPV) Pillar Securitisation SARL, een Luxemburgse effectiseringsvennootschap. Deze notes worden aangehouden door het Groothertogdom.

De tweede tranche – 55 miljoen euro – komt overeen met de helft van de senior J-notes, eveneens uitgegeven door Pillar Securitisation SARL en wordt ook aangehouden door het Groothertogdom.

De activa van Pillar Securitisation SARL zijn slechte activa die uit Kaupthing gelicht werden. De terugbetaling van het kapitaal van beide tranches volgt voor precies de helft de evolutie van de terugbetaling van de super senior notes en senior J-notes.

Een eventuele ontoereikendheid van de activa van de SPV zou de betalingsrechten van de notes en de vordering van de lener op de schuldenaar definitief laten uitdoven. Een welbepaalde maturiteitsdatum vastleggen is dus onmogelijk. Eind 2010 was het uitstaande saldo van de leningen al teruggebracht tot 71.576.625 euro.

Het is zeer moeilijk de waarden van deze activa te valoriseren, aangezien voor het grootste deel van de componenten van de portefeuille een actieve noch een indicatieve markt bestaat.

Wij zijn ons ervan bewust dat de situatie in de Arabische landen, waar de UBAF sterk vertegenwoordigd is, een groot kredietrisico inhoudt. Crédit Agricole Corporate and Investment Bank heeft evenwel slechts een belang van 47,01 procent in die instelling. Crédit Agricole du Nord en Crédit Agricole du Nord Est worden niet in het gedrang gebracht door de eventuele verliezen bij de UBAF.

Ik zal de vraagstellers een tabel overhandigen met de bedragen die door Luxemburg reeds werden terugbetaald. Op 17 augustus 2009 werd er bijna 16 miljoen euro terugbetaald. Op 16 november 2009 bijna 15 miljoen euro. Op 15 februari 2010 bijna 14 miljoen euro. Op 17 mei 2010 bijna 13 miljoen euro. Op 16 augustus 2010 17,5 miljoen euro. Op 15 november 2010 13 miljoen euro. Op 15 februari 2011 6,7 miljoen euro. Er staat nog een saldo open van 64.844.315,66 euro.

05.04 Jan Jambon (N-VA): Dus Crédit Agricole du Nord en Crédit Agricole du Nord Est hebben 47 procent van de aandelen in de UBAF en Crédit Agricole heeft 50 procent van de aandelen in Landbouwkrediet? Hoe kan dan geconcludeerd worden dat dit geen invloed heeft? Als een bank waarvan men 47 procent aandelen heeft, in de problemen dreigt te komen, dan moet dat toch ook een impact hebben op de moedermaatschappij?

05.05 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Ik ben verheugd dat er sinds 2009 terugbetaald wordt. Dit jaar werd er een terugbetaling van 50 miljoen euro in de begroting ingeschreven.

Eind 2011 blijft er dus een bedrag van 14 miljoen euro over, dat wij in 2012 terugbetaald zouden krijgen.

05.06 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): Dat zal waarschijnlijk zo zijn, maar ik kan het niet beloven.

05.07 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Begin 2011 hadden wij al iets meer dan 6.700.000 euro teruggekregen. Betekent dit dat het restbedrag dat in de begroting is ingeschreven, het bedrag min de reeds betaalde bedragen is?

05.08 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): In de begroting staat een schatting. Het precieze

verloop van de terugbetaling kunnen we niet kennen.

Aan de heer Jambon wil ik nog zeggen dat er een verschil is tussen het landrisico bij het UBAF en het risico voor landbouwkredieten.

Het incident is gesloten.

De voorzitter: Ik stel voor dat we nu vraag nr. 3764 van de heer Arens, vraag nr. 3828 van de heer Dufrane, vraag nr. 4021 of nr. 4022 van mevrouw Wauters behandelen, en besluiten met vraag nr. 4293 van de heer Coëme.

06 Vraag van de heer Josy Arens aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het gevolg dat door de regering werd gegeven aan het arrest van 5 oktober 2006 van het Europees Hof van Justitie" (nr. 3764)

06.01 Josy Arens (cdH): Ter uitvoering van een arrest van het Europees Hof van Justitie van 5 oktober 2006 inzake een douanegeschil wegens niet-zuivering van 112 carnets TIR (het gaat over een zestigtal dossiers) heeft België in 2007 een bedrag van 6.153.031,13 euro betaald aan de Europese Commissie.

De minister had in zijn antwoord op mijn vraag van april 2009 laten weten dat de Commissie ermee ingestemd had het verschuldigde bedrag te verlagen tot 969.720,44 euro, en dat zijn administratie bij de thesaurie de terugbetaling van de geïnde sommen had gevorderd, namelijk een bedrag van 5.183.300,68 euro. Nog volgens de minister waren de argumenten van de organisatie die burgerlijk aansprakelijk was – beroepsfederatie FEBETRA – in een tiental vonnissen of arresten van tafel geveegd in het voordeel van uw administratie. De minister deelde ons ook mee dat de International Road Transport Union (IRU) en FEBETRA met betrekking tot de dossiers die nog bij de rechtbank aanhangig waren, echter weigerden om het bedrag te betalen waarvoor zij zich garant hadden gesteld.

Heeft uw administratie ondertussen de door de Europese thesaurie beloofde terugbetaling ontvangen? Heeft uw administratie de bij de rechtbank hangende dossiers geactiveerd teneinde de volledige verschuldigde som in te vorderen?

06.02 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Frans): Een bedrag van 5.188.902,37 euro werd wel degelijk ingeschreven in de boekhoudkundige staat 58E van de Administratie der Douane en Accijnzen voor augustus 2009. De schatkist had dat bedrag verminderd met het bedrag van de eigen inkomsten die tegen augustus 2009 aan de Europese Commissie dienden te worden gestort.

Het totaal verschuldigde bedrag werd inmiddels vereffend door FEBETRA.

Ten slotte worden de nog lopende dossiers van nabij opgevolgd door de bevoegde diensten van de Administratie der Douane en Accijnzen. Ze worden opgevolgd in de toestand waarin ze zich thans bevinden. In deze periode van lopende zaken kunnen de regering en de administratie niets anders doen.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Anthony Dufrane aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het administratief centrum van Charleroi" (nr. 3828)

07.01 Anthony Dufrane (PS): De huurovereenkomst van het administratief centrum van Charleroi zou binnenkort aflopen en werd nog niet hernieuwd. Ik maak me dan ook zorgen over wat er met de 500 bedienden die er werken zal gebeuren.

Hoe staat het met de hernieuwing van de huurovereenkomst voor dat gebouw? Wat zijn de andere mogelijkheden? Indien er aan een verhuizing wordt gedacht, op welke termijn zou deze geschieden en op welke afstand van het huidige administratief centrum bevindt zich de nieuwe huisvesting?

07.02 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Frans): De huurovereenkomst van dit gebouw loopt eind dit jaar inderdaad af. De Regie der Gebouwen onderzoekt verschillende mogelijkheden, rekening houdend met de

huidige noden van de FOD Financiën: hernieuwing van de bestaande overeenkomst, verhuizing of een promotieopdracht. Een verlenging van de huidige overeenkomst zal hoe dan ook noodzakelijk zijn.

07.03 Anthony Dufrane (PS): Wat bedoelt u met een promotieopdracht?

07.04 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Frans): Daarvan is sprake als er voor een nieuw gebouw wordt geopteerd.

Op korte termijn moet de huurovereenkomst worden verlengd, maar de keuze tussen de drie mogelijkheden moet snel, op middellange termijn, worden gemaakt.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van mevrouw Veerle Wouters aan de staatssecretaris voor de Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieufiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude, toegevoegd aan de minister van Financiën, over "de aangifteplicht van buitenlandse levensverzekeringscontracten" (nr. 4021)

08.01 Veerle Wouters (N-VA): Volgens de media zou het kabinet van Financiën erop aansturen om een bestand van levensverzekeringscontracten op te richten en belastingplichtigen te verplichten om in hun aangifte op te nemen dat zij levensverzekeringscontracten hebben afgesloten in het buitenland.

Klopt dat? Gebeurt dit in de verwachting dat de spaarrichtlijn niet zal worden uitgebreid naar de tak-21 en tak-23 producten? Heeft de jaarlijkse aangifteplicht van levensverzekeringscontracten betrekking op alle levensverzekeringen? Zal dit enkel gelden voor de nieuwe contracten en is dit al van toepassing op de aangifte voor de personenbelasting voor het aanslagjaar 2011? Is het de bedoeling om niet alleen leasingcontracten, maar ook alle levensverzekeringscontracten op te nemen in de nieuwe databank van de Nationale Bank?

08.02 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Nederlands): De mogelijkheid om een levensverzekeringsregister aan te leggen wordt helemaal niet overwogen in het kader van de opheffing van het bankgeheim, maar is voorgesteld door een groep advocaten-fiscalisten en deskundigen uit de banksector, die op ons verzoek bestudeerden welke vorm een nieuwe regularisatiecampagne kon aannemen, ook wel EBA-bis of EBA-ter genoemd. Zij stelden vast dat de omzetting van de bankrekeningen in een levensverzekeringsproduct steeds vaker voorkomt, wat de transparantie en de regularisatie bemoeilijkt.

Om een bepaald gedrag te stimuleren, is zowel een harde als een zachte aanpak nodig, zeker bij fraudebestrijding. Het aanleggen van een levensverzekeringsregister zou de transparantie in de sector vergroten, wat een bijkomende stimulans voor regularisatie zou zijn. Dit register zou een gunstige impact hebben op de Belgische verzekeringssector, die momenteel te lijden heeft van de oneerlijke concurrentie uit het buitenland. Het register moet worden gecombineerd met de kans op een tijdelijke regularisatie, om ongewenste effecten als verdere kapitaalvlucht te vermijden.

Door het toepassingsgebied van de spaarrichtlijn uit te breiden tot de levensverzekeringen, zou men eventueel hetzelfde doel kunnen bereiken als met het register, maar de evaluatie daarvan is moeilijk. Het staat niet vast of de inlichtingen die zouden worden verstrekt in het kader van een eventuele uitbreiding van de toepassing van de spaarrichtlijn, het register nutteloos zouden maken. We moeten nagaan wat de situatie zou zijn met eventuele automatische gegevensuitwisseling inzake levensverzekeringen.

De nadere regels voor de toepassing van het register zijn nog niet bepaald, vermits het voorlopig slechts gaat om een denkoefening van experts. Het onderwerp is ook nog niet besproken door de regering, zodat er nog geen sprake is van een maatregel vanaf aanslagjaar 2011.

Het aanleggen van dit levensverzekeringsregister is een van de begeleidende maatregelen van de nieuwe tijdelijke spontane regularisatiecampagne die we voorstellen, en past dus geenszins in de context van de oprichting van het bankrekeningregister. Er is voorlopig dus geen sprake van een opname van de levensverzekeringsovereenkomsten daarin.

Het incident is gesloten.

09 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw Catherine Fonck aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de benoeming van fiscalisten bij de sector taxatie" (nr. 4168)
- de heer Guy Coëme aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de benoeming van fiscalisten bij de sector taxatie" (nr. 4293)

09.01 **Guy Coëme** (PS): Meer dan een jaar na de bekendmaking van de resultaten van het examen voor fiscalist wachten de geslaagde kandidaten nog steeds op een benoeming! Alles zou in het werk worden gesteld om dit tegen 1 april 2011 in orde te brengen. Op 28 april was er echter nog steeds niemand benoemd!

Vanwaar die vertraging? Zal u die toestand snel rechtekken?

09.02 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Frans*): Doordat de grondige analyse van de functionele behoeften van de onderscheiden diensten niet binnen de vastgelegde termijn kon worden afgerond, heeft de administratie haar belofte niet kunnen houden. De minister heeft de administratie met aandrang gevraagd om de mutaties en de benoemingen op 1 en 15 juni 2011 te laten ingaan en heeft erop gehamerd dat ze haar verbintenis deze keer wel zou nakomen.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.30 uur.